

Déroulement de la grève générale illimitée de 1996

7-8 septembre

Le quatrième congrès du Mouvement pour le Droit à l'éducation (MDE) vote à l'unanimité pour le déclenchement d'une grève générale illimitée avec un plancher de 12 associations étudiantes.

16 octobre

Une occupation de 200 personnes a lieu afin de lancer un ultimatum au gouvernement. Ce dernier exige qu'il satisfait les revendications étudiantes d'ici le 24 octobre. La menace d'une grève générale illimitée est brandie.

22 octobre

L'assemblée générale du Cégep de Maisonneuve vote pour le déclenchement d'une grève générale illimitée pour le 24 octobre. 71% des étudiants et étudiantes se prononcent en faveur de la grève.

23 octobre

Débrayage de 2 jours au Cégep Marie-Victorin contre la hausse des frais d'inscription et les frais afférents.

24 octobre

Une AG de 3000 personnes au Cégep du Vieux-Montréal se prononce à 90% en faveur du principe de la grève générale illimitée. De plus, une manifestation de 1500 personnes a lieu le même jour pour appeler le mouvement étudiant à rentrer en grève.

29 octobre

Ouverture du Sommet socio-économique de Lucien Bouchard. Les assemblées générales des Cégeps de St-Laurent et de Marie-Victorin votent en faveur de la grève. Trois départements de l'Université de Montréal votent une grève de 3 jours contre le Sommet socio-économique.

30 octobre

Les Cégeps de Rosemont, Sorel-Tracy et Lionel-Groulx votent pour déclencher une grève générale et illimitée. Une journée de grève au Cégep de Sept-Îles. Cette journée le plancher de 12 associations étudiantes est atteint (les cégep de Lévis-Lauzon, Ste-foy et F-X Garneau ont des mandats de grève qui ne sont pas encore appliqués)

31 octobre

La FECQ et la FEUQ quittent le Sommet socio-économique car la grève vient détruire leur stratégie de concertation. Les AG de Matane et de Valleyfield votent en faveur du déclenchement d'une grève générale illimitée. Le Cégep de Baie-Comeau tombe en grève pour une journée. Les Cégep de Mont-laurier et de Brébeuf tombent en grève pour deux jours. La ministre de l'éducation Pauline Marois déclare que les étudiants et les étudiantes n'ont aucune raison de protester.

5-6 novembre

Les Cégeps André-Laurendeau, Bois-de-Boulogne, Chicoutimi, Édouard-Monpetit, Granby, Lévis-Lauzon, Rouyn, St-Jean-sur-Richelieu et Victoriaville se joignent au mouvement de grève. La ministre Pauline Marois menace les étudiants et les étudiantes d'annuler leur session.

7 novembre

Les Cégeps d'Alma, F-X Garneau, Limoilou, Sherbrooke, Ste-Foy

et Thetford Mines rejoignent le mouvement de grève.

8 novembre

Le mouvement de grève atteint son sommet : 23 cégeps sont simultanément en grève. Une quarantaine d'associations auront été touchés à la fin de la grève. 5000 personnes manifestent sur la colline parlementaire à Québec.

Pendant la manifestation, la FECQ et la FEUQ tentent de récupérer cette dernière en organisant une conférence de presse lors de laquelle elles suggèrent, pour satisfaire les revendications étudiantes, de couper dans les avantages sociaux des professeurs, de fermer des facultés universitaires et de fermer des bibliothèques.

11 novembre

Le MDE appelle à la poursuite de la grève et se prononce contre les suggestions de la droite étudiante. Les Cégeps d'Ahuhtsic, Jonquière et Montmorency viennent relayer Alma, Chicoutimi, Lionel-Groulx, Maisonneuve et Rosemont qui rentrent en classe.

12 novembre

Le Cégep de Maisonneuve après avoir voté le retour en classe pour le 11 novembre décide de reprendre la grève avec le mot d'ordre : "Les menaces sur notre session, on n'y croit pas!". Un département de l'Université de Sherbrooke vote la grève générale illimitée.

13 novembre

L'assemblée générale du Cégep du Vieux-Montréal propose cyniquement à la ministre Marois d'annuler la session et le Cégep de Rimouski rejoint le mouvement de grève. Les mandats de grève sont renouvelés un peu partout, sauf à Matane, Granby, Jonquière et St-Jean-sur-Richelieu. 20 cégep sont encore en grève, pour un total de 75000 étudiants et étudiantes

18 novembre

Pauline Marois annonce le maintien du gel des frais de scolarité à l'université, le maintien du plafond des frais dans les cégeps ainsi que le maintien intégral du régime des prêts et bourses (où quelques coupures sont cependant effectuées). Elle annonce cependant un recul : le retour de la taxe à l'échec au collégial (et elle oublie bien sûr de mentionner que les 700 millions de coupures ne seront pas ré-investis). Les Cégeps de Sherbrooke et de Maisonneuve votent pour le retour en classe, malgré une forte insatisfaction face aux annonces de Marois.

19 novembre

Malgré une insatisfaction de la plupart des associations locales et du Mouvement pour le Droit à l'Éducation (MDE), la FECQ et la FEUQ font une sortie dans les médias appelant au retour en classe, ce qui tue le mouvement.

20 novembre

5000 personnes frustrés de la tournure de la grève manifestent à Montréal contre les coupures dans l'éducation.

21 novembre

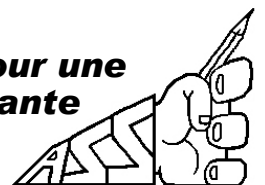
La plupart des cégeps ont voté le retour en classe. Le Cégep de St-Laurent vote de continuer la grève. Quelques universités, dont l'UQAM, sont partiellement paralysées par une grève de deux jours.

Pour en savoir plus :

Recueil de textes sur le mouvement étudiant
Disponible sur notre site web !

Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante

(514) 390-0110
www.asse-solidarite.qc.ca



Actions durant la grève générale illimitée de 1996

16 octobre

200 étudiants et étudiantes occupent les bureaux du Service régional d'admission de Montréal (SRAM).

24 octobre

1,500 personnes manifestent à Montréal et appellent le mouvement étudiant à entrer en grève générale.

29 octobre

3,000 personnes manifestent pour appuyer leur représentantEs au sommet socio-économique de Lucien Bouchard. 1,000 personnes manifestent contre le sommet avec le mot d'ordre: Concertation zéro.

31 octobre

500 personnes manifestent à Montréal contre le sommet, sous le thème « Bas les masques! ».

5-6 novembre

400 étudiants et étudiantes occupent les bureaux du ministère de l'Éducation du Québec à Montréal. 3,000 étudiants et étudiantes manifestent à Montréal contre une hausse des frais de scolarité à l'université. La ministre Pauline Marois menace d'annuler la session.

7 novembre

Des étudiants et étudiantes bloquent pendant des heures le pont menant au casino de Montréal.

8 novembre

Le mouvement de grève atteint son sommet: 23 cégeps sont simultanément en grève. 5,000 personnes manifestent sur la colline parlementaire à Québec. Mot d'ordre: « Harris, Bouchard : Un même combat! Le vent de droite ne passera pas! » Pendant la manifestation, la FECQ et la FEUQ organisent une conférence de presse lors de laquelle elles suggèrent, pour satisfaire les revendications étudiantes, de couper dans les avantages sociaux des professeur-e-s, de fermer des facultés universitaires et de fermer des bibliothèques.

11 novembre

Des étudiants et étudiantes du Cégep du Vieux-Montréal occupent les bureaux du Conseil du trésor.

14 novembre

Journée nationale d'occupations

- Des étudiants et étudiantes du Cégep de Mari-Victorin occupent le Musée d'art contemporain, puis détournent un autobus pour se rendre au cégep du Vieux-Montréal.
- Des étudiants et étudiantes du Cégep de Ste-Foy et de FX-Garneau occupent les bureaux d'un ministre.
- Des étudiants et étudiantes du Cégep de Valleyfield occupent les bureaux du Parti Québécois et du Bloc Québécois.
- Des étudiants et étudiantes des Cégeps de St-Laurent et Ahuntsic occupent les bureaux de la Direction générale de l'enseignement collégial.
- Des étudiants et étudiantes de Sherbrooke manifestent, pendant qu'une centaine d'entre eux et elles occupent les bureaux de Loto-Québec.
- Des étudiants et étudiantes du Cégep de Limoilou occupent les bureaux de Loto-Québec.

15 novembre

300 personnes manifestent à Joliette à l'occasion d'une fête en l'honneur de Guy Chevrette où se trouve, notamment, Lucien Bouchard.

18 novembre

Pauline Marois annonce le maintien du gel des frais de scolarité à l'université, le maintien du plafond des frais dans les cégeps ainsi que le maintien intégral du régime des prêts et bourses (où quelques coupures sont cependant effectuées). Elle annonce cependant un recul: le retour de la taxe à l'échec au collégial. Malgré une insatisfaction de la plupart des associations locales et du Mouvement pour le Droit à l'Éducation (MDE), la FECQ et la FEUQ font une sortie dans les médias annonçant la fin de la grève, ce qui tue le mouvement.

20 novembre

5,000 personnes manifestent à Montréal contre les coupures dans l'éducation.

Pour en savoir plus :

Recueil de textes sur le mouvement étudiant
Disponible sur notre site web !

Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante

(514) 390-0110
www.asse-solidarite.qc.ca

